



## Assemblée générale

Distr. générale  
6 juin 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-sixième session

Point 17 b) de l'ordre du jour

### Questions de politique macroéconomique : système financier international et développement

#### **Lettre datée du 5 juin 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, au nom du Groupe non officiel pour la gouvernance mondiale, composé des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après : Bahamas, Bahreïn, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Chili, Costa Rica, Émirats arabes unis, Finlande, Guatemala, Jamaïque, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovénie, Suisse, Uruguay et Viet Nam, les documents suivants (voir annexe) :

- a) Promouvoir un cadre de gouvernance mondiale cohérent : une action constructive liant l'ONU et le Groupe des Vingt;
- b) Apport au Groupe des Vingt du Groupe pour la gouvernance mondiale relatif à la promotion du développement durable, de la croissance verte et de la lutte contre le changement climatique.

Au nom du Groupe, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 17 b) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Albert Chua



**Annexe à la lettre datée du 5 juin 2012 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Singapour auprès l'Organisation des Nations Unies**

**Promouvoir un cadre de gouvernance mondiale cohérent : une action constructive liant l'ONU et le Groupe des Vingt**

Le Groupe pour la gouvernance mondiale reconnaît que, pour relever les défis à l'échelle mondiale, il faut mettre en place un système de gouvernance mondiale amélioré et renforcé. La communauté internationale devrait trouver des solutions efficaces aux problèmes mondiaux en élaborant un cadre de gouvernance mondiale global, inclusif et transparent. Il souligne à cet égard que l'ONU est la seule instance mondiale dont la légitimité est incontestable et réaffirme que l'Organisation joue un rôle central dans la gouvernance mondiale et la gestion des nouveaux problèmes qui se posent à l'échelle mondiale. Les nouvelles instances internationales devraient jouer un rôle complémentaire dans la recherche de solutions aux problèmes mondiaux.

Il importe que le système des Nations Unies instaure avec les parties concernées des partenariats solides susceptibles de contribuer à relever certains défis internationaux. Le Groupe appelle à ce sujet au renforcement des liens entre les institutions existantes, afin de créer un cadre de gouvernance mondiale cohérent. L'Organisation des Nations Unies et les autres parties intéressées doivent unir leurs efforts pour relever les défis internationaux, y compris en élaborant et en exécutant des politiques de portée véritablement mondiale.

**Rapport Cameron sur la gouvernance mondiale**

Le Groupe accueille avec satisfaction le rapport établi par le Premier Ministre britannique, David Cameron, intitulé « Governance for growth: building consensus for the future » (La gouvernance pour la croissance : parvenir à un consensus pour l'avenir), et les recommandations qui y figurent, lesquelles ont été entérinées par les dirigeants du G-20 lors du Sommet de Cannes en 2011. Il est d'avis que le G-20 devrait mettre pleinement en œuvre les recommandations contenues dans le rapport, où il est demandé de renforcer et systématiser les liens établis avec l'ONU. Le Groupe souhaite en outre formuler, sur le rapport Cameron, les observations ci-après.

Le Groupe se félicite de l'approbation figurant dans le rapport Cameron de sa proposition tendant à régulariser la pratique du G-20 consistant à organiser des réunions d'information et des consultations avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le G-20 devrait poursuivre cette pratique, tout en respectant les mandats de l'Organisation et des organismes des Nations Unies. Il devrait également s'abstenir de mener des activités normatives à l'échelle mondiale qui relèvent davantage d'une organisation officielle à caractère universel, comme l'ONU. Le Groupe note également qu'il existe de nombreux groupements informels et institutions internationales, y compris le G-20, qui traitent de questions transfrontières telles que la crise de la dette souveraine, la réglementation financière et la sécurité alimentaire. Pour rassembler un large soutien pour la mise au point de solutions globales cohérentes à ces questions, le Groupe souligne qu'il est essentiel d'associer toutes les parties prenantes et de renforcer les liens de coopération entre

elles. À cet égard, il se félicite de la recommandation, formulée dans le rapport Cameron, selon laquelle le G-20 devrait collaborer avec les institutions internationales compétentes pour mieux coordonner les politiques économiques mondiales. Tout cadre de gouvernance économique mondiale doit s'adjoindre la participation d'acteurs tels que l'Organisation des Nations Unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce. Le Groupe appelle le G-20 à mettre en œuvre les engagements qu'il a contractés, notamment en ce qui concerne le développement, ainsi que le commerce et l'investissement.

Le Groupe pour la gouvernance mondiale s'est toujours prononcé en faveur du principe de « géométrie variable » comme moyen de renforcer la participation aux travaux du G-20 et leur transparence. Le rapport Cameron souscrit à cette méthode et recommande au G-20 d'être plus cohérent et plus efficace pour ce qui est d'associer des non-membres à des aspects spécifiques de ses travaux. Le Groupe reconnaît que le G-20 est généralement ouvert à l'application dudit principe. Le Groupe se félicite à ce sujet de la volonté exprimée par la présidence mexicaine du G-20 de renforcer le dialogue constructif qui s'est instauré entre le G-20 et les acteurs concernés. Le Mexique a convoqué les réunions informelles des ministres des affaires étrangères du G-20 et les initiatives « Think20 » et « Business20 », auxquelles ont assisté des représentants de pays non membres du G-20, des milieux universitaires et du secteur privé. Le Groupe invite à renforcer ces efforts de sensibilisation et à appliquer plus largement et de manière plus souple le principe de « géométrie variable », en particulier lorsque le G-20 engage des délibérations thématiques précises, telles que celles qui se déroulent dans le cadre des différents groupes de travail sur le développement et l'architecture financière internationale.

Le Groupe pour la gouvernance mondiale souscrit à la constatation figurant dans le rapport Cameron selon laquelle les acteurs économiques mondiaux ont tous intérêt à lutter contre la corruption. Les pratiques de corruption sapent les acquis obtenus en matière de gouvernance mondiale, compromettent l'état de droit et entravent les progrès économiques et sociaux. Il engage vivement le G-20 à mettre en œuvre la recommandation figurant dans le rapport Cameron, tendant à faire fond sur les instruments existants, tels que la Convention des Nations Unies contre la corruption, pour intensifier la lutte contre ce fléau.

#### **Recommandations sur le renforcement des liens entre le G-20 et l'Organisation des Nations Unies**

Le Groupe note que le G-20 a reconnu la complémentarité entre son propre travail et celui de l'ONU. À cet égard, il faut que les résultats du G-20 bénéficient de l'appui des non-membres si l'on veut qu'ils soient effectivement mis en œuvre à l'échelle mondiale. Au-delà des consultations avec les pays non membres et des groupements tels que le Groupe pour la gouvernance mondiale, le G-20 devrait rechercher des moyens d'intégrer leurs contributions aux résultats de ses travaux. Cette approche contribuerait également à promouvoir la mise en place d'un cadre de gouvernance mondiale cohérent. Le Groupe note que la coopération entre l'ONU et le G-20 se renforce et recommande à ce dernier de poursuivre dans cette voie par les mesures suivantes :

- En continuant à coopérer étroitement avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Sherpa de l'Organisation au G-20 et

d'autres représentants du système des Nations Unies dans le cadre des processus du G-20, y compris les sommets et les réunions préparatoires;

- En continuant à régulariser les échanges avec les membres de l'ONU, notamment l'Assemblée générale, dans le cadre des consultations préalables aux sommets sur le thème des délibérations du prochain G-20 et des comptes rendus de fin de sommet;
- En nommant, au sein de la troïka du G-20, un haut fonctionnaire chargé de superviser la collaboration du G-20 avec les membres de l'ONU et d'autres parties prenantes et d'en assurer la continuité, lequel pourrait faciliter la cohérence des politiques entre le G-20 et d'autres instances en favorisant l'examen par le G-20 des contributions de l'ONU et d'autres groupements, tels que le Groupe pour la gouvernance mondiale, et en donnant une rétro-information à ce sujet;
- En diffusant auprès de tous les États Membres les études effectuées par des organisations internationales pour le compte du G-20 et en les examinant avec eux;
- En continuant à étudier et à mettre en œuvre des mesures permettant de renforcer les relations avec les membres de l'ONU et d'autres parties concernées.

## **Apport au Groupe des Vingt du Groupe pour la gouvernance mondiale relatif à la promotion du développement durable, de la croissance verte et de la lutte contre le changement climatique**

Le Groupe pour la gouvernance mondiale prend acte des cinq questions prioritaires inscrites au programme de la présidence mexicaine du G-20 et souhaite formuler des observations sur la promotion du développement durable, de la croissance verte et de la lutte contre le changement climatique.

Le Groupe souligne l'importance que revêt un système multilatéral efficace, ouvert et transparent, qui permette à tous les pays de se faire entendre. L'expérience récente, lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a montré qu'il était urgent de faire preuve d'une plus grande volonté politique pour relancer le multilatéralisme, condition essentielle à l'obtention de résultats qui profiteront à tous les pays.

Le développement durable figure cette année au premier rang des objectifs de la communauté internationale, qui se réunira, en juin, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. La Conférence Rio +20 nous offre une occasion unique de réaffirmer notre volonté politique collective concernant le développement durable. Elle devrait servir de catalyseur pour la mise en œuvre des engagements contractés, y compris, dans le cadre d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg), ainsi que lors de sommets antérieurs du G-20. Par le passé, les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale – ont souvent été examinées séparément. Or, l'on s'accorde de plus en plus à penser qu'il faut adopter une approche intégrée pour s'attaquer aux problèmes mondiaux. Le Groupe pour la gouvernance mondiale a clairement conscience que le changement climatique exige de prendre d'urgence des mesures résolues. En effet, plus on tarde à intervenir, plus graves pourront en être les conséquences économiques, sociales et environnementales pour les États, tant à titre individuel que collectif, et plus onéreuses seront les mesures à prendre. À cet égard, il importe de continuer de respecter les engagements existants pour obtenir des résultats concrets sur le terrain, en particulier dans les pays en développement. Les objectifs du Millénaire pour le développement sont devenus un cadre d'action efficace et coordonnée et ont généré des gains importants en termes de développement. Les efforts déployés pour atteindre ces objectifs doivent se poursuivre, alors que démarre le travail sur le cadre de développement d'après 2015. Le Groupe estime qu'il est essentiel que tous les pays puissent participer à ce travail. Nous notons également à ce sujet la contribution qu'un ensemble d'objectifs de développement durable peut apporter à l'intégration et à la mise en œuvre des trois dimensions du développement durable.

Les débats sur la croissance verte (et sur l'économie verte) ont mis en lumière les mesures qui pourraient être prises aux fins d'un développement durable. Il s'agit de concepts évolutifs dont certains traitent des incidences négatives éventuelles qu'aurait la fixation de plafonds de croissance arbitraires ou l'énoncé de nouvelles conditionnalités. Il faut donc avoir conscience qu'il n'existe pas de modèle unique valable pour tous les pays, mais qu'il y a de nombreuses manières

d'agir différentes, qui varient en fonction des priorités et de la situation de chaque pays. Qui plus est, les débats sur la croissance verte devraient prendre en compte les modes de consommation et de production durables. En dernière analyse, toutefois, la promotion de la croissance verte devrait avoir des résultats positifs pour tous les pays offrant des débouchés et marchés nouveaux, créant des emplois et améliorant la qualité de vie pour des millions de personnes.

Le Groupe pour la gouvernance mondiale est conscient de la nécessité d'aider les pays en développement à mettre en œuvre des politiques et des programmes favorisant le développement durable et à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets. Il faudrait s'attacher en priorité à promouvoir une coopération internationale pouvant être adaptée aux différents besoins et priorités des pays en matière de développement, l'objectif ultime étant d'éliminer la pauvreté. L'innovation, la technologie et l'investissement jouent également un rôle important dans ce contexte. Les pays en développement doivent donc pouvoir accéder aux technologies appropriées et renforcer leurs capacités. À cet égard, nous encourageons les nouvelles initiatives d'ordre sectoriel, comme l'Alliance de recherche mondiale sur les gaz à effet de serre d'origine agricole, qui permettent aux pays, tant développés qu'en développement, de s'associer pour rechercher des moyens de s'adapter au changement climatique auquel doit faire face la planète et d'en atténuer les effets.

Le Groupe pour la gouvernance mondiale souligne l'interdépendance existant entre le commerce et le développement durable. La croissance tirée par les échanges est une composante essentielle du développement durable, et les efforts consentis à cette fin devraient aussi renforcer et accroître les courants commerciaux à tous les niveaux. Il est tout aussi important de lutter contre le protectionnisme, en particulier contre les mesures ayant des effets de distorsion sur la production et les échanges, et ne sont pas compatibles avec les règles de l'OMC. Ainsi, dans le contexte agricole, les mesures protectionnistes peuvent compromettre la production et menacer les moyens de subsistance des pays, aussi bien importateurs qu'exportateurs de produits alimentaires. Les politiques concernant le développement durable et, en particulier celles portant sur l'économie verte, ne devraient pas créer de nouveaux obstacles au commerce ni imposer de conditions injustifiées; elles devraient, au contraire, promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et équitable.

Le Groupe pour la gouvernance mondiale considère qu'un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable, dans le cadre de l'OMC, est la clef du développement. L'aboutissement des négociations sur le Programme de Doha pour le développement, attendu depuis trop longtemps, est essentiel. Le Groupe réitère son appel au G-20 pour qu'il réaffirme son engagement politique et prenne d'urgence des mesures, afin d'accélérer le processus, en recourant à des approches nouvelles crédibles pour faire avancer les négociations, comme l'avait promis le sommet de Cannes. En progressant dans la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement, on renforcera le rôle que joue le commerce comme moteur de croissance et de développement; en offrant de nouvelles possibilités de développer et d'améliorer la productivité, on faciliterait le passage à une économie verte.

Le Groupe pour la gouvernance mondiale prend note des engagements pris précédemment par le G-20 concernant cette priorité et souligne l'importance de leur mise en œuvre. Nous rappelons en particulier que le financement de la lutte contre

le changement climatique est l'une de ses principales priorités et appelons l'attention sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures concrètes et collectives dans ce domaine. Nous nous félicitons de la création du Fonds vert pour le climat. Nous nous félicitons également de l'engagement pris par le G-20, en 2009, d'éliminer progressivement, à moyen terme, les subventions inefficaces appliquées aux combustibles fossiles, tout en apportant un soutien ciblé aux plus pauvres, et nous encourageons la mise en œuvre rapide et ambitieuse de cet engagement. Afin d'accroître la transparence en ce qui concerne les progrès accomplis et les enseignements tirés en la matière, nous encourageons le G-20 à établir une procédure suivant laquelle, tous les 18 mois, les efforts de réforme faits par un ou deux membres concernant les subventions pour les combustibles fossiles sont examinés par des pairs. Nous encourageons également le G-20 à mener des activités d'ouverture permettant d'échanger des données d'expérience tirées des réformes abouties. Nous saluons l'intention de la présidence mexicaine du G-20 d'établir, en vue du Sommet du G-20 qui se tiendra à Los Cabos (Mexique) en juin 2012, un rapport sur l'état d'avancement des mesures de rationalisation des subventions sur les combustibles fossiles et autres combustibles.

---